ONZIÈME ANNÉE. — N° 5742

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX : BERLIN, LONDRES

ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS

TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57, 02-69

PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

MARDI 21 JUILLET 1914

6 Pages — 5c

Le journal l'HUMANITÉ est vendu en Belgique 10 c.

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste

	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
Seine et Seine-et-Oise	18 fr.	9 fr.	4.50	1 50
Départements et Colonies	21 »	10 50	5 25	1 75
Étranger Union postale	31 »	16.50	8 »	3 »

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

LE SOCIALISME et LES JEUNES

Les Jeunesses socialistes françaises viennent de tenir leur conférence annuelle dans une salle de la Bellevilloise. Depuis leur réunion de l'an dernier, à Brest, leur progrès est notable. Tandis qu'à Brest il n'y avait guère que des Parisiens, nombre de villes de province avaient délégué cette fois des camarades pour les représenter : Saint-Claude, Lille, Caudry, Périgueux, Patinges, etc. Une cinquantaine de jeunes gens étaient là, venus des quatre coins du pays, et, au milieu d'eux, une jeune fille, Pauline Dupuis, dont il faut saluer ici l'esprit droit et vigoureux, le clair bon sens et l'éloquence.

Ce n'est pas la première fois que l'on tente, chez nous, d'organiser nationalement des Jeunesses socialistes, mais il faut bien convenir que jusqu'à présent les résultats n'avaient pas été très satisfaisants. A cette heure, malgré des difficultés et des résistances, il semble bien que cet organisme si nécessaire soit bien vivant et viable, et c'est un fait dont il convient de souligner l'importance.

Il n'y a pas de nation, grande ou petite, adhérente à l'Internationale qui n'ait dès maintenant sa fédération de Jeunesses. Comme il arrive trop souvent, la France est ici encore singulièrement en retard. La Suède, la Norvège, la Belgique, la Hollande, l'Autriche, l'Allemagne comptent leurs adolescents groupés par milliers, par dizaines de mille ; en Allemagne, même malgré les interdictions d'une loi impériale et réactionnaire, ils sont plus de 100.000 lecteurs de la presse spéciale des jeunes. Nous sommes loin de ces chiffres en notre pays !

Par un phénomène assez inattendu, ce sont les socialistes français adultes qui ont souvent arrêté le développement des Jeunesses. Non seulement ils n'ont rien fait pour elles, mais en ce moment encore, il y a beaucoup de nos groupes qui se défient des jeunes, qui les écartent et les tiennent en suspicion. Il est permis de déplorer cet état d'esprit et de souhaiter qu'il disparaisse au plus tôt.

Dans les premiers temps du mouvement ouvrier, un seul organisme suffisait à remplir les fonctions les plus diverses. Mais à mesure des progrès de la lutte des classes, des spécialisations deviennent nécessaires ; les activités doivent s'exercer dans des sphères différentes et satisfaire aux exigences multiples de la vie elle-même.

Nous devons de façon incessante recruter partout, et pour assurer ce recrutement des consciences socialistes, pénétrer dans tous les milieux de la façon la plus convenable pour y éveiller les esprits. Dans la suite, c'est l'expérience qui indiquera les rapports entre les différentes organisations ainsi multipliées.

De ce point de vue, il est superflu de plaider la nécessité de grouper de jeunes socialistes. Dès l'âge de 12 ans, le fils et la fille du prolétaire moderne sont appelés au travail ; ils sont attachés « à la roue du salariat ». A 16 ans, il y a longtemps qu'ils « mangent leur propre pain », et du même coup ils échappent à l'autorité totale du père et de la mère, prennent conscience de leur valeur propre. Qu'avons-nous fait jusqu'ici pour instruire, pour grouper, pour faire venir à nous cette jeunesse prolétarienne, ces centaines de mille de représentants des générations de demain ?

Nous avons cru remplir notre devoir envers eux en imitant les organisations catholiques qui les amusent, qui les poussent vers les sports, la gymnastique, le football, les terrains de jeux. Sans nul doute, c'est quelque chose, et nul ne songe à apporter la moindre critique contre les clubs sportifs socialistes. Mais quel est celui d'entre nous qui oserait dire que nous avons épuisé notre devoir vis-à-vis des jeunes prolétaires lorsque nous avons favorisé leurs jeux et leurs divertissements ?

Immense est la tâche qui s'impose à nous pour les aider à s'éduquer, pour préparer dans leurs rangs les militants sûrs qui descendront demain dans l'arène, qui participeront demain à la bataille politique et syndicale.

Pour l'élite d'adolescents qui dès maintenant veut se mêler à l'action du socialisme, quelle erreur serait la nôtre si nous l'en écartions brutalement ! Il faut l'y accepter, au contraire, de plein cœur et avec joie. Il faut l'aider de nos conseils, de nos subsides et la laisser vivre, prospérer, se développer, comme un père voit vivre et se développer ses enfants. Et il est nécessaire de leur laisser, sans redouter qu'ils en abusent, la liberté dont ils ont besoin, qui les mûrira et les aguerrira.

Que les jeunes gens constituent donc dans l'intérieur même du Parti des groupes nombreux et vivants ! Qu'ils se dirigent eux-mêmes pour leurs buts spéciaux de recrutement et d'éducation ; qu'ils participent à l'action du Parti pour nous faire part de leur flamme, de la fraîcheur de leurs idées, de leur ardeur vivante ; ils nous rendront service à nous-mêmes en nous préservant de certaines tendances à la routine. Et à notre contact, ils abandonneront les outrances qui sont de leur âge.

Il y a en France un million de jeunes gens, et autant de jeunes filles de 16 à 20 ans, enfants de prolétaires, prolétaires eux-mêmes, qui sont l'espérance de demain. De plus en plus, la bourgeoisie française essaye d'avoir action sur ces générations ; elle multiplie ses tentatives pour les entraîner vers elle, pour les attacher à ses fins réactionnaires. Quant à nous, nous venons de nous apercevoir qu'il y avait là pour nous un problème de la plus haute importance. Les socialistes français ont créé quelques groupes de sports : ils ont bien fait : c'est une bonne œuvre qu'il faut développer. Mais il est bien plus essentiel encore de créer des caractères socialistes, de faire des consciences, d'éclairer des intelligences, de les instruire, de réparer les dommages laissés en elles par l'instruction bourgeoise.

C'est la noble tâche que se sont imposée nos Jeunesses socialistes. Il importe de les encourager, de leur faciliter leur mission, de les aider à vaincre les innombrables difficultés qui les attendent. Donnons-leur largement nos subsides et nos conseils, laissons-leur la liberté pour lutter avec nous, pour agir selon leur tempérament, pour s'instruire solidement de nos doctrines, pour préparer les soldats dont a besoin la Révolution sociale !

MARCEL CACHIN.

LE GACHIS MILITAIRE

On a abandonné les Fortifications
POUR CONSTRUIRE LES CASERNES
On use le Matériel et on expédie
LES APPROVISIONNEMENTS AU MAROC

Telles sont les conséquences de la réaction militariste

Epinal, 20 juillet. — (*De notre envoyé spécial*). — M. le sénateur Humbert, qui est une espèce de ministre de la guerre occulte, a cru bon de se borner à exposer l'état de choses. Il ne s'est pas compromis à rechercher les causes. Il les connaît cependant mieux que personne. Nous n'avons pas les mêmes raisons que lui de nous taire. On va le voir à propos de deux faits.

L'abandon des fortifications

Ce qui prouve à quel degré on a négligé — pour faire parade d'hommes et de forces — tout ce qui est préparation matérielle de guerre, c'est la façon dont, l'an dernier, et en partie encore cette année, on a négligé les fortifications.

Tous les efforts des chefferies du génie furent portés vers les casernes. Il fallait loger à tout prix, coûte que coûte, disent les dépêches ministérielles, les foules de jeunes soldats qu'on allait entasser dans de meurtrières casernes.

A partir d'avril 1913, tout travail de préparation, de surveillance, de contrôle cessa dans les chefferies du génie. Tout le monde fut attelé à une seule besogne : les casernements. Tel officier, qui avait la conduite de travaux extrêmement importants de fortifications s'en vit immédiatement et complètement distraire. On le chargea de lever des terrains, de dresser des plans, préparer des devis de bâtiments. Et ceci fut fait en toute hâte, sans connaissance des exigences de la troupe, encore mal déterminée alors, des dates, des moyens d'exécution, des crédits à accorder. Débordées, les chefferies de nos quatre corps de la frontière de l'Est, de nos quatre grands camps retranchés, ont abandonné tout travail qui n'était pas celui de l'encasernement de deux classes nouvelles.

On sait comment leur tâche fut accomplie ! L'état sanitaire de l'armée est encore si mauvais qu'il justifie toutes nos prévisions quand nous avons jeté ici les premiers cris d'alarme. Les chefferies du génie ont été — naturellement — impuissantes à accomplir une tâche impossible.

Cependant, le programme des fortifications n'était pas poursuivi. Celui qui fut présenté, en 1900, à la commission de l'armée, après les éclats du général Davout, n'était pas encore exécuté. A plus forte raison le programme de 1909. Nous pouvons garantir le fait, au moins pour deux de nos grands camps retranchés.

On peut voir — les commissions parlementaires pourront voir — un fort des plus importants, un fort de la défense et des mouvements de troupe d'un de nos camps retranchés, où jusqu'à ces derniers mois les travaux avaient été arrêtés. L'entrepreneur avait été prié de vouloir bien soumissionner aux scandaleuses adjudications que nous avons dénoncées pour les travaux de casernes. Et il avait été prié de vouloir bien transporter son matériel et son personnel à la construction de celles-ci. Le fort ancien modèle était à peu près démoli, le fort nouveau modèle qu'on érigeait à sa place était à peine ébauché. Il n'y a que très peu de temps qu'on y a repris les travaux.

Les approvisionnements partent au Maroc

Ainsi la loi de trois ans a compromis toute l'organisation matérielle de notre système de fortifications. C'est à l'instant seulement que les chefferies du génie, les entrepreneurs, les crédits reviennent aux travaux de défense.

Mais il est une autre cause, que n'a pas dite M. Humbert, à la désorganisation matérielle de l'armée. C'est l'expédition marocaine.

Tous les journaux de la région ont, en mars et en avril, signalé les graves prélèvements faits sur les vivres de réserve de nos corps d'armée frontière au profit du corps expéditionnaire marocain. Des protestations très vives de l'opinion se sont fait l'écho des protestations non moins vives des chefs de corps. En attendant certains votes parlementaires, on avait trouvé ce moyen d'approvisionner l'armée qui fait au Maroc une besogne qui n'a rien à faire avec la défense nationale.

Nous pouvons assurer aux commissions parlementaires que ce fait — qui fit scandale — n'était pas le premier.

Les magasins de Marseille, ceux de Paris, le parc d'artillerie de Vincennes, le parc du génie de Satory, les bataillons de télégraphie étaient depuis longtemps, ils sont encore, les réserves où s'équipe et s'entretient le corps expéditionnaire. Ne blâmons pas le fait. Blâmons qu'on l'ait caché. Blâmons qu'en plus des 234 millions que coûte l'aventure marocaine cette année, on nous cache ce qu'elle nous coûte en usure de matériel neuf, en pertes d'hommes, en pensions, et surtout en prélèvement sur les crédits et les réserves, si strictement mesurés à la préparation matérielle de la guerre.

Conclusion

Tout ceci, nous le disons ici sans acrimonie. Voilà l'armée des trois ans. Voilà les résultats de l'expédition marocaine. Une défense nationale plus militairement, plus pratiquement organisée serait tout autre.

La loi de trois ans a fourni des hommes *en trop* à un matériel déjà insuffisant. L'expédition du Maroc compromet chaque jour plus gravement ce matériel.

Tout cela c'est la faute des ministres, des Etienne, des Barthou, des Millerand. Trop de bras sont immobilisés autour d'une machine trop faible et trop vieille. A quoi bon ces trois ans ? Ces foules encasernées ? Les généraux sont incapables de les équiper, comme il faudrait, de les doter comme il faudrait de toutes les inventions de l'industrie moderne. Les ministres — que le Parlement ne sait pas contrôler — sont incapables de les administrer.

Nous ne craignons rien, nous socialistes, patriotes et républicains de la frontière, qui vivons tout près des choses de l'armée — nous ne craignons rien de la valeur des troupes et des officiers de troupe français. Ce qui nous inquiète, ce sont les faiblesses de l'état-major, celles des généraux, c'est la machinerie générale de l'armée.

Un sursaut, un effort d'organisation républicaine, pratique, pourrait peut-être encore sauver ce pays. Il y a sûrement parmi les jeunes officiers des administrateurs de talent, d'initiative, il y a sûrement des chefs, des vrais chefs de guerre qui pourraient opposer à la lourde et vaste machine allemande, le corps vivant, enthousiaste, fort, cuirassé de toutes parts, d'une nation armée, équipée, gérée de façon moderne. — M.

P. S. — Les gaspillages continuent, comme ceux que je vous ai signalés l'an dernier ; de même les malfaçons, les fautes et les imprévisions. Nous reviendrons là-dessus.

POUR EXTRAIRE DE L'OR...

Salzbourg, 20 juillet. — Quatre ouvriers ont été tués hier soir, par suite d'une explosion de gaz qui s'est produite dans une mine d'or de Rathausberg, dans le Nassfeld.

Leurs cadavres ont été retirés. Mais comme sept ouvriers manquent encore, on craint qu'ils n'aient été également tués.

Nombre de nos abonnés à ce jour :

14.053

L'IMPRÉVU DE LA VIE

Voilà des mois et des années que royalistes et antisémites, chauvins partiels ou chauvins intégraux, dénoncent le grand complot « judéo-maçonnique » qui s'étend sur toute la Normandie et qui y prépare les voies à l'invasion allemande. Nous avions, nous, la naïveté de dire que le plus sûr était de nationaliser les grandes forces productives de cette région, les mines surtout, afin que la finance étrangère ne pût s'y insinuer.

Cette solution n'était pas du goût des bons réacteurs, qui veulent bien nous présenter la monarchie comme le « nationalisme intégral », mais qui ne veulent pas que la nation se subordonne le capitalisme et s'installe dans les citadelles de la vie économique. Ils aimaient mieux prodiguer aux juifs, aux protestants, aux franc-maçons, aux « métèques » les plus terribles accusations. N'étaient-ils pas tous des agents prédestinés de l'étranger, des complices nés du germanisme, des fourriers du kaiser, des espions au service de l'Allemagne ? Un espion est saisi en effet : et c'est un curé normand, un fils pieux de la vieille terre de France.

Qu'on se rassure : nous ne conclurons pas de ce fait divers que le clergé catholique est en train de préparer l'invasion. Nous ne sommes ni assez scélérats, pour le dire, ni assez stupides pour le penser.

Mais le ciel a parfois des ironies un peu épicées.

JEAN JAURÈS

Mme CAILLAUX AUX ASSISES

C'est avec beaucoup de simplicité et parfois d'émotion qu'elle répond à l'interrogatoire du Président

« Les articles du "Figaro" dit-elle, m'entraient dans le cœur comme des coups de poignard... J'étais poussée par une volonté qui s'était substituée à la mienne... J'ai voulu empêcher l'horrible publication, je n'ai pas voulu tuer. »

PENDANT L'INTERROGATOIRE

La première audience ! Depuis midi, il y a dans le prétoire des assises une cohue, et, malgré les ventilateurs, on étouffe. Toutes les personnalités « parisiennes » sont là : M. Arthur Meyer, qui se fait suivre, tout menu, M. Guy de Cassagnac, attentif ; M. Jules Bois, Mme Marguerite Durand, M. Pierre Wolff, le baron Henri de Rothschild, Mme Daniel Lesueur et la plupart des magistrats qui ont déserté leurs chambres pour « jeter un coup d'œil ».

Je regarde au-dessus de cette mer humaine. Là, dans le coin, groupés autour d'une table, Me Chenu, l'œil narquois, la mâchoire en boule-dogue, et M. Seligmann, songeur et replié en lui-même. Ce sont les avocats de la partie civile. Le docteur Calmette, frère de la victime, conserve avec eux. Tout chamarré d'hermine, le procureur général Herbeaux a la physionomie d'un colonel de cavalerie, mais son regard placide semble suivre les événements avec calme, comme si le représentant de la société attendait l'heure de parler « sans passion et pour la justice seule ».

Me Labori, qu'assistent ses secrétaires Me de Pachmann et Lebeau, domine de sa haute taille le banc de la défense, prêt à la « bataille », aux aguets des moindres incidents.

DANS LA COUR DU PALAIS DE JUSTICE
Me Labori et son secrétaire M. de Pachmann
MM. Caillaux et Ceccaldi

On attend maintenant « l'héroïne » du drame !

L'entrée de l'accusée

La voilà, toute vêtue de noir, simplement, qui entre dans le box des accusés. Elle est blonde, toute pâle, les yeux battus comme si elle n'avait point dormi, et pour ceux qui veulent que la criminelle soit belle, c'est une désillusion. Cette femme de quarante ans est quelconque, les lèvres sont minces, serrées, et, seules, les ailes du nez palpitent par moment.

Le président Albanel, qui dirige les débats avec impartialité procède à l'interrogatoire, qui va être surtout de longues déclarations de l'accusée. Et Mme Caillaux parle. Le langage est un peu zézayant, et, de suite, le caractère de cette femme apparaît. Avec parfois des naïvetés, des mièvreries de pensionnaire ou de dame du monde, elle raconte sa vie, elle discute son acte, se défend, et on a l'impression d'une petite bourgeoise qui a eu un geste de révolte, qui a commis un acte qu'elle regrette elle-même, parce qu'on essayait de salir son foyer, de briser son bonheur, parce qu'elle était exaspérée en un mot par toute une campagne qui, partout où elle allait, l'amoindrissait, la ridiculisait, lui rendait toute situation mondaine, toute vie normale impossible !

Oh ! je sais bien, on m'a reproché souvent d'être une bourgeoise, on me taquinait avec cela ; mais oui, c'est vrai, je n'en rougis pas, je suis une bourgeoise. Et quand les lettres avaient été soustraites à M. Caillaux, nous avions préféré, tous les deux, la douleur cuisante d'une rupture à la divulgation des lettres, nous avions préféré renoncer tous les deux à notre grande affection.

C'est ainsi que Mme Caillaux elle-même se définit.

La physionomie de Mme Caillaux

Mais parfois cette bourgeoise s'anime. Elle discute les charges qui pèsent sur elle et, tant il est vrai que les femmes peuvent, par leur instinct, s'élever jusqu'à l'éloquence, Mme Caillaux atteint le « pathétisme ».

Comédienne ! diront certains. Est-ce qu'on sait ? Le faux et le vrai sont si difficiles à discerner dans les sentiments et dans les sensations ! La vie n'est-elle pas une « comédie humaine » ?

M. le président Albanel venait de demander à l'accusée de s'expliquer sur le caractère « privé » de lettres publiées par M. Calmette. Alors, défiant presque la salle du regard, Mme Caillaux déclara :

Je sais bien qu'on répond à cela qu'on n'a publié que la partie politique, que la partie destinée au public. Je me demande depuis quand une lettre privée et une lettre écrite à une femme, est en totalité ou en partie destinée au public. Parce qu'il s'agira d'une lettre qui ne se rapportera pas exclusivement à des sujets d'amour et alors qu'on s'est procuré cette lettre par un moyen plus ou moins propre, on aura le droit d'en publier des fragments ? Alors, il n'y a plus de correspondance possible ; il n'y a plus de confiance possible. Voilà un ministre qui écrit rapidement deux mots à son amie. Il ne se doute pas qu'on lui sortira cette lettre 13 ans plus tard et qu'on le menacera d'afficher cette lettre sur les murs de toutes les communes de France. Dans ces conditions, il n'y a plus de confiance possible. On ne peut plus écrire à personne, car enfin est-ce une profession de foi, quand on écrit à une amie et quand on s'épanche dans le cœur d'une femme en qui on a confiance ? Est-ce qu'on pèse ses termes quand on écrit dans ces conditions-là ? Est-ce qu'on ne se vante pas même un peu ?

C'est là, en effet, toute l'explication du drame ! Et il est évident que dans une affaire ordinaire, c'est « là » que serait, pour le jury, le problème de psychologie à résoudre !

C'est là la question qui se poserait pour accorder les circonstances atténuantes ou aller jusqu'à l'absolution.

Mais il ne s'agit pas d'une affaire ordinaire. C'est la femme d'un ministre des finances qui est l'accusée. La politique se mêle au drame. Il y a des partis qui, derrière la scène, en dehors de l'audience, attendent avec anxiété « la victoire » ou « la défaite ». Et c'est ce qui fausse un peu les débats, ce qui rend la tâche du jury difficile. Saura-t-il rester au-dessus de ces haines ? c'est souhaitable.

Si l'on veut être impartial, cependant, on dira que l'audience d'hier fut favorable à l'accusée.

L'INTERROGATOIRE

Et maintenant que nos lecteurs connaissent la caractéristique même de cette première journée, résumons le reste de l'audience. C'est, comme je viens de le dire, l'interrogatoire de Mme Caillaux qui l'occupa presque en entier.

Tout d'abord, c'est le passé — c'est l'histoire de son mariage que Mme Caillaux raconte.

Monsieur le président, dit-elle, j'ai été élevée comme l'ont été toutes les jeunes filles de mon époque, je n'ai jamais été en pension, je n'ai jamais quitté mes parents jusqu'au jour de mon mariage. Je me suis mariée à l'âge de dix-neuf ans avec M. Léo Claretie, homme de lettres ; des dissentiments sont survenus aussitôt dans notre ménage, nos caractères ne s'accordant pas plusieurs fois, j'ai été sur le point de rompre cette union, mais j'avais deux enfants deux filles, et pour elles, j'ai attendu. Enfin, au mois de mars 1906, de nouveaux dissentiments étant survenus entre nous, j'ai demandé le divorce que j'ai obtenu très rapidement ; j'obtenais en même temps la garde de mes deux filles. Quelques mois après, je vais le très grand malheur de perdre la seconde à l'âge de dix-neuf ans.

(Croquis d'audience, par H.P. GASSIER*)*

Au mois d'octobre 1911, je me remariai avec M. Joseph Caillaux, alors président du Conseil des ministres. J'ai trouvé dans ce mariage le bonheur le plus complet ; j'avais tout, j'ai tout. Si nous n'avions pas été empoisonnés par la calomnie, j'aurais tout pour être heureuse.

Mais le bonheur n'est pas de ce monde, et Mme Caillaux explique que la « calomnie » n'allait pas tarder à empoisonner leur bonheur. Mme Gueydan, première femme de M. Caillaux, avait des « lettres » qu'elle voulait publier pour faire du scandale et se venger.

Ce n'est pas tout, dit Mme Caillaux. Au même moment, des bruits abominables de fortune mal acquise ont commencé à circuler dans tout Paris, on disait que mon mari, oh ! des journaux l'ont raconté ! — avait fait un coup de bourse à Berlin au moment de la discussion franco-marocaine, que ce coup de bourse lui avait rapporté beaucoup d'argent ; ce qu'on disait surtout, c'est qu'il avait vendu le Congo à l'empereur d'Allemagne ; tout Paris a connu cette histoire d'une couronne de 750.000 francs qui m'aurait été donnée comme cadeau de noce et qui aurait été payée par l'empereur d'Allemagne. Je voyais ces bruits se répandre non seulement dans un certain monde, mais pénétrer bien peu dans toutes les couches de la société. C'était très pénible pour moi.

La campagne du "Figaro"

Cependant, la campagne se calme un peu. M. Caillaux n'est plus président du Conseil. On ne répète plus à Mme Caillaux qu'elle est la « femme du voleur ». Elle a un peu de tranquillité, mais jusqu'à la chute du ministère Barthou. M. Caillaux remonte au pouvoir. Il est ministre des finances et de suite se dessine la campagne du *Figaro*.

Ah ! elle fut tout de suite implacable, continue Mme Caillaux, elle n'avait rien de politique, elle était personnelle et à mesure que les affirmations du *Figaro* soulevaient des dénégations, on voyait que cela exaspérait l'auteur des articles, que ceux-ci devenaient de plus en plus violents. Tous les jours il y avait une nouvelle attaque contre moi, mais c'est alors que la lettre « Ton Jo », à part